



.3



Pour 2026, un seul vœu : la transparence !

En premier lieu, le SNJ vous souhaite à toutes et à tous une belle année 2026, une année cruciale pour l'avenir de France TV, l'état des finances pèsera inévitablement sur chaque salarié de l'entreprise. Dans son audition devant la commission d'enquête parlementaire, Delphine Ernotte a d'ailleurs salué les salariés qui travaillent "dans une entreprise en plan social depuis 10 ans". Reconnaissance des efforts et pertes subies dans le Réseau France 3 depuis 10 ans ?

On aurait pu aussi partager l'indignation qui a saisi plus d'un salarié envers cette commission qui nous accuse de mille maux en se comportant comme un tribunal à charge avec un rapporteur qui joue le rôle de grand inquisiteur via les réseaux sociaux qui déforment et travestissent la réalité.

Mais... quelques minutes plus tard, la présidente ajoutait qu'elle mettrait en application l'ensemble des recommandations de la Cour des Comptes.

La remise en cause très autoritaire de notre accord collectif s'annonce comme un sérieux bras de fer qui va s'engager dans les prochaines semaines.

Quelle sera la tendance budgétaire cette année ? Comment le réseau France 3 va être de nouveau contraint par des économies entraînant des suppressions d'émissions ? Et même des JT de midi communs les jours d'élection municipale, comme vient de l'annoncer la DRH d'AURA aux élus lyonnais et grenoblois. Le SNJ s'opposera en tous cas à une mise en danger des salariés avec de nouvelles baisses de moyens. Et notre syndicat s'indigne déjà des mesures restrictives et incompréhensibles dans le remboursement des frais des CDD. Ce sont désormais les responsables financiers qui ont une compétence complémentaire de nutritionniste et expliquent aux CDD ce qu'ils ne doivent pas manger au petit déjeuner. Ce serait risible si ce n'était pas encore une fois à l'encontre de nos plus précaires.

À défaut de documents pour les élus, nous attendons un dialogue de sincérité de la direction sur les arbitrages budgétaires pour le réseau et dans chaque antenne.

Car pour votre premier CSE fin août, Monsieur le Président, et malgré nos questions répétées, vous avez affirmé que rien ne changeait dans la fabrication de la partie nationale et internationale de nos JT : FTR ne devait pas se saisir de cette nouvelle tâche et il n'y aurait pas de sujet de France Info. On est loin du dialogue sincère que vous appellez de vos voeux.

Cette information, déjà annoncée à la rédaction nationale à la fin de l'été, figure enfin à l'ordre du jour de ce premier CSE de janvier.

L'insincérité n'est pas l'apanage d'un dialogue social apaisé surtout quand on relève votre empressement à faire une expérimentation sur les vidéos verticales à destination des réseaux sociaux, trois mois avant les municipales, alors que des pratiques hors cadre voire sauvages perdurent dans les antennes malgré votre engagement d'y mettre fin.

Sachez que durant ce mandat nous serons vigilants et pugnaces sur tous ces sujets où la direction continue d'avancer masquée, ce n'est pas encore l'heure des carnavals... ou de mobiliser notre énergie dans de grandes déclarations d'intention quand les décisions concernant le réseau continuent d'être prises ailleurs.

Paris, le 14 janvier 2026